



# LE JOUR

## D'ALGERIE

Traitement des malades par la Chlorydrine

### Début d'utilisation du médicament «de l'espoir»

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5040 - Mercredi 25 mars 2020 - Prix : 10 DA

Aucun cas de contamination au coronavirus enregistré

## Prisons coupées du monde, détenus privés de visite

### Et si c'était quand même le bout du tunnel !

Par Mohamed Habili

**P**our la deuxième fois consécutive, il y a eu en Italie moins de décès et moins de nouveaux cas de contamination en 24 heures, ce qui tend à prouver que les effarants 793 décès du 21 mars sont bien le pic de l'épidémie dans le pays qui jusqu'à présent a dû lui payer le plus lourd tribut en termes de vies humaines. Au stade actuel de la propagation planétaire du Covid-19, ce pourrait être, si l'inversion de la courbe se confirmait, une affaire désormais de quelques heures, la première bonne nouvelle après celle faisant état de l'absence de nouveaux cas à Wuhan en Chine, un fait établi quant à lui car s'étant vérifié plusieurs jours d'affilée. Si la Chine prend le dessus sur l'épidémie et qu'en Italie celle-ci commence du moins à relâcher son étreinte, alors cela veut dire qu'aussi violemment qu'on puisse être atteint par le mal, il est possible d'en amoindrir grandement les effets, en attendant de lui échapper complètement, rien qu'en brisant ses chaînes de transmission. La nouveauté par rapport au passé, c'est que le confinement, la distanciation sociale comme on dit à présent, n'est pas pratiqué pour les seuls porteurs du germe mortel mais pour et par tout le monde, par les malades comme par ceux qui ne le sont pas. Si en plus, il existe des traitements à lui opposer, dont au premier chef la chloroquine, que l'Algérie vient d'adopter comme tel, alors il devient possible d'envisager la sortie de la crise dans des délais plus rapprochés qu'on ne l'a d'abord cru, et de plus à moindre coût relativement.

Suite en page 3

### 264 cas confirmés, deux nouveaux décès en 24 heures

# Alger et Blida, confinement respecté

● Tizi Ouzou/Les populations adhèrent massivement au confinement et aux actions de solidarité



PH.E. Soraya/J. A.

En application des mesures de prévention annoncées avant-hier lors de la réunion du Haut conseil de sécurité, la population de la wilaya de Blida et d'Alger ont respecté les consignes de confinement pour contenir la propagation du coronavirus. Lire page 2

Commerce extérieur

## Déficit en baisse à 792 millions de dollars

Le jeune artiste Walid Lahmar

## «Profitez du confinement pour donner plus de couleurs à votre vie»

264 cas confirmés, deux nouveaux décès en 24 heures

# Alger et Blida, confinement respecté

■ En application des mesures de prévention annoncées avant-hier lors de la réunion du Haut conseil de sécurité, la population de la wilaya de Blida et d'Alger ont respecté les consignes de confinement pour contenir la propagation du coronavirus.

Par Louiza Ait Ramdane

Dans un nouveau bilan, le ministère de la Santé faisant état d'un total de 264 cas confirmés au coronavirus et 19 décès. Le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Pr. Djamel Fourar a fait état hier de 34 nouveaux cas confirmés au Coronavirus, portant le nombre total à 264 cas.

Deux nouveaux décès ont été enregistrés durant la journée d'hier, a-t-il indiqué, ce qui porte le bilan à 19 décès. Il s'agit d'un homme âgé de 72 ans de la wilaya de Tizi Ouzou, contaminé par sa fille émigrée qui était en visite familiale. L'autre victime est un immigré âgé de 70 ans, de la wilaya de Boumerdes. Centre de l'épidémie du coronavirus et qui compte le plus grand nombre de personnes affectées et décédées par le virus, la ville de Blida est confinée depuis hier, suite à la décision prise dans ce sens hier par le Haut Conseil de



Sécurité, dans le cadre du dispositif de prévention contre le Coronavirus. Ainsi, les habitants de Blida ont répondu favorablement à l'appel des autorités, les exhortant à rester chez eux et à ne pas se regrouper dans les lieux publics. Hier matin, Blida

était complétement barricadée par des barrages de gendarmeries aux entrées principales de la ville. Tôt dans la matinée d'hier, des véhicules de policiers en patrouille sillonnaient les rues presque vides de la ville pour empêcher les gens de sortir. Les

habitants de Blida ont également lancé une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux pour que les habitants restent chez eux et ne sortent que par nécessité. Sur la toile, des images publiées par les habitants de la ville montrent une ville

déserte. Les lieux publics, les grandes surfaces, les cafétérias, les marchés, les centres commerciaux, sont presque vides. Car, les habitants de « la ville des roses » ont fait leurs provisions durant les derniers jours, bien avant le confinement total. A rappeler le confinement total dans la wilaya durera une période de dix jours renouvelables.

Dans la wilaya d'Alger, la ville est presque vide. La population se confine chez elle. Depuis la décision de chef de l'Etat pour le confinement, des véhicules de policiers dotés de mégaphone sillonnent les rues dans les grandes villes appelant la population à rester chez elle. Hier encore, des patrouilles sensibiliaisaient sur le couvre feu instauré par le chef de l'Etat sur Alger de 19h à 7h du matin. Aussi, les instructions de chef de l'Etat pour le contrôle des commerces ont été suivies à la lettre par les commerçants, notamment l'interdiction de l'attroupement dans des épiceries ou dans des bureaux tabac. L. A. R.

Aucun cas de contamination au coronavirus enregistré

## Prisons coupées du monde, détenus privés de visite

Le ministère de la Justice dément formellement l'enregistrement d'un cas d'infection au coronavirus au niveau de toutes les institutions pénales, sur l'ensemble du territoire national, une information relayée sur les réseaux sociaux. Contrairement aux informations relayées sur certains réseaux sociaux, le ministère informe qu'aucun cas de contamination au coronavirus n'a été enregistré dans l'ensemble des établissements pénitentiaires. «Aucun cas de contamination au coronavirus n'a été enregistré dans l'ensemble des établissements pénitentiaires à travers tout le territoire national, contrairement aux informations relayées sur certains réseaux sociaux, grâce aux mesures anticipatives prises et au maintien de l'état d'alerte et ce, en application des instructions du président de la République», a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Justice.

Selon le département de Belkacem Zeghmati, des mesures préventives ont été prises pour éviter la transmission du virus dans les établissements pénitentiaires, et ce, dès l'apparition des premiers cas en Algérie, en interdisant tout contact susceptible de contaminer les détenus.

«Ces mesures consistent essentiellement, selon la même source, à suspendre provisoirement les visites des proches, confiner les nouveaux détenus pour une durée de 14 jours dans des salles isolées des autres détenus et les soumettre à un examen médical, interrompre la sortie des détenus des établissements pénitentiaires par les juges d'instruction sauf dans les cas d'extrême nécessité, interdire le contact direct des détenus avec les avocats, interdire l'entrée de la nourriture de l'extérieur des établissements pénitentiaires, mettre à la disposition des fonc-

tionnaires et des détenus tous les produits d'assainissement et d'hygiène et leur recommander de les utiliser à tout moment», a indiqué la même source.

Les autres mesures concernent l'interdiction pour les employés d'entrer en contact avec les détenus sans moyens de protection et de quitter le périmètre de l'établissement sans motif valable, l'organisation par des médecins généralistes de campagnes de sensibilisation en direction des détenus et des employés pour les protéger du virus, la désinfection quotidienne et continue de tous les lieux et structures relevant des établissements pénitentiaires, et ce, sous la supervision des services communaux et sanitaires spécialisés, et l'acquisition auprès de la Pharmacie centrale des hôpitaux de kits de protection médicale (masques et gants chirurgicaux). A l'appui de ces mesures et afin d'en assurer la pérennité,

le ministère a annoncé «la création, au niveau de chaque cour, d'une cellule de crise présidée par le procureur général compétent et comprenant les directeurs des établissements pénitentiaires et des médecins généralistes», précise la même source, ajoutant que cette cellule «se réunit périodiquement pour évaluer la situation et coordonner avec les services sanitaires compétents».

«A l'instar de tous les secteurs de l'Etat, l'Administration pénitentiaire reste mobilisée pour prévenir et faire face au coronavirus, et tient à rassurer, une nouvelle fois, les familles des détenus qu'aucun cas n'a été enregistré et que les équipes médicales des établissements pénitentiaires sont mobilisées de jour comme de nuit pour suivre l'état de santé des détenus en coordination avec les centres hospitaliers à travers les wilayas», conclut le communiqué. L.A.R.

Tizi Ouzou

## Les populations adhèrent massivement au confinement et aux actions de solidarité

Les populations de la wilaya de Tizi Ouzou semblent avoir plus de conscience quant aux risques de contamination au coronavirus si les mesures préventives ne sont pas mises en œuvre, à commencer par l'hygiène des espaces communs. Même le confinement s'installe peu à peu dans les villes et villages de la région. La hausse du nombre de personnes atteintes du Covid-19 est passé, depuis lundi, à 11 cas, et le décès de l'une d'elles semble être pour quelque chose dans ce regain de prise de conscience. Les comités de quartiers et de villages s'impliquent activement dans les opérations de désinfection et de sensibilisation contre la propagation du nouveau virus. Même les structures sanitaires



sont incluses dans la liste des sites à désinfecter pour de nombreuses associations sociales ou autres. Parallèlement à ces actions d'hygiène publique, des actions de solidarité se multiplient envers les personnes dans le besoin, ou encore dans la confection des moyens de protection comme les bavettes. Des comités de villages ont annoncé le début de fabrication d'importantes quantités de bavettes à mettre à la disposition, en premier lieu, du personnel des établissements hospitaliers. Les réseaux sociaux sont mis à contribution pour la concrétisation de nombreuses actions de solidarité en ces temps de guerre sanitaire contre le coronavirus. Dans la ville de Tizirt, au nord de la wilaya de Tizi Ouzou,

les habitants ont réalisé, avec la contribution de bienfaiteurs, des boxes d'isolement pour accueillir des contaminés par le Covid-19. Convaincus de l'urgence du confinement pour faire face à cette accélération de la pandémie, les appels se multiplient même au fin fond des villages de Kabylie. Dans certains villages, les comités interdisent les entrées et sorties ainsi que le regroupement dans les lieux publics en dressant des barricades. Ils veillent également au respect des règles sanitaires préventives à l'occasion de l'organisation des obsèques et ont appelé au report des fêtes (mariages, circoncisions et autres).

Hamid M.

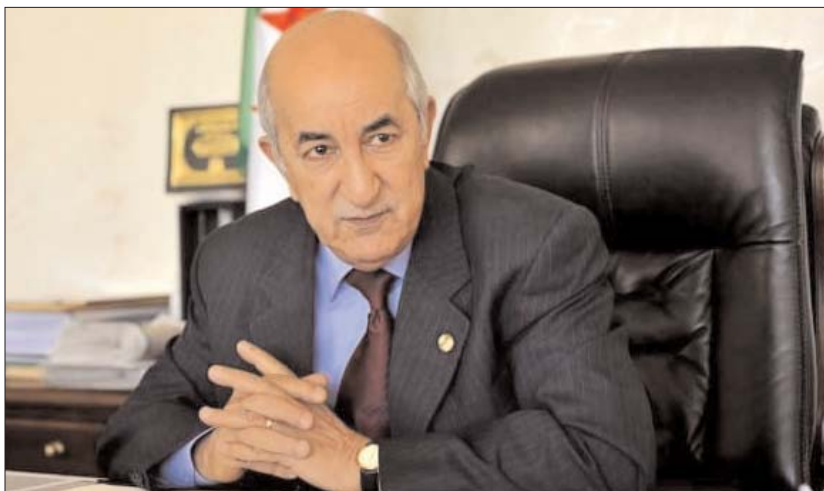
Amendements de la Constitution

# Le Président Tebboune reçoit la mouture de l'avant-projet

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le président du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour la révision de la Constitution, le Professeur Ahmed Laraba, qui lui a remis la mouture de l'avant-projet sur les amendements proposés par le Comité, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Par Fahima B.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier 24 mars 2020, le président du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour la révision de la Constitution, le Professeur Ahmed Laraba, en compagnie du rapporteur du Comité, Walid Aggoune», a précisé la même source. «Lors de cette audience, le président de la République a reçu la mouture de l'avant-projet sur les amendements proposés par le Comité dans le cadre des sept axes contenus dans la lettre de mission», a ajouté la même source. A cette occasion, «le président a exprimé ses remerciements aux membres du Comité pour les efforts fournis, deux mois durant, pour traduire la volonté de changement radical en articles constitutionnels, lesquels constitueront les fondements de l'édification



de la nouvelle République, une fois cautionnée par le peuple dans sa version consensuelle finale», a ajouté le communiqué. «Vu la conjoncture que vit le pays, en

raison de la pandémie de coronavirus, la distribution de ce document aux personnalités nationales, chefs de partis, de syndicats, d'associations et d'or-

ganisations de la société civile ainsi qu'aux médias a été reportée jusqu'à l'amélioration de la situation», a conclu le communiqué. **F. B./APS**

## Mesures de confinement total et partiel

### Les instructions du ministre de la Communication à la presse nationale

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a instruit, hier, la presse nationale d'observer un certain nombre de mesures suite aux décisions de confinement total et partiel décidées lundi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Haut Conseil de sécurité. «Compte tenu de la situation sanitaire exceptionnelle que vit actuellement notre pays, Monsieur le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, rappelle la caracté-

rière stratégique de mission de service public de l'ensemble de la presse nationale (publique et privée), presse imprimée, presse en ligne et presse audiovisuelle, ainsi que les personnels des imprimeries et les distributeurs de journaux», indique un communiqué du ministère. M. Belhimer a souligné, par la même occasion, «le caractère de proximité des correspondants locaux et des radios locales», relevant par conséquent que «la presse nationale, à l'échelle nationale et notamment au niveau local, maintiendra la

continuité de ses missions d'utilité publique en se faisant le relais des besoins et des préoccupations de la population, des services de santé, des forces de sécurité, de la Protection civile et des autorités locales». Les personnels en activité circuleront, pour nécessité de service, munis d'un ordre de mission en bonne et due forme. L'ordre de mission doit comporter une photo de la personne concernée et doit être accompagné d'une copie de sa carte professionnelle (s'agissant de la circulation de nuit pour Alger, de jour et de nuit pour

Blida), ajoute le communiqué. A cet effet, les directions des différents médias «doivent établir des listes précises des personnels mobilisés pour la réalisation de leurs offres éditoriales», qui seront «transmises aux walis pour établir les autorisations de libre circulation nécessaires, valables pour dix jours et renouvelables si nécessaire». Les différents titres de la presse nationale «sont invités à mobiliser le personnel strictement nécessaire à la fabrication de leurs éditions», conclut le communiqué du ministère. **APS**

## Traitement des malades par la Chlorydrine

### Début d'utilisation du médicament «de l'espoir»

«Les patients admis à l'hôpital de Blida, où sont concentrés les plus nombreuses personnes infectées par le virus, et à celui d'El Kettar, à Alger, commenceront à bénéficier du traitement de la Chlorydrine», a indiqué, hier, un membre du Comité scientifique installé auprès du ministère de la Santé. Au lendemain des déclarations à l'ENTV du ministre de la Santé, notamment l'utilisation d'un médicament pour le traitement des malades atteints de coronavirus, l'invité de la Radio algérienne, le Professeur Saïd Mesbah, membre du Comité scientifique installé auprès du ministère de la Santé, a annoncé, hier, le début de l'usage de la Chlorydrine pour traiter les malades les plus infectés par le

coronavirus, précisant qu'il est «utilisé habituellement comme thérapie contre le paludisme». Concernant les personnes qui vont bénéficier, en premier lieu, de ce traitement, le professeur a indiqué que «ce sont les patients admis à l'hôpital de Blida, où sont concentrés les plus nombreuses personnes infectées par le virus, et à celui d'El Kettar, à Alger, qui commenceront à bénéficier de ce traitement». Mettant en avant le «choix difficile» d'utiliser ce remède connu depuis 70 ans, Saïd Mesbah a précisé que «sa prescription sera encadrée, qu'il sera utilisé exclusivement dans les milieux hospitaliers et n'en bénéficieront que les malades présentant des formes sévères de la maladie». Concernant le nombre

d'unités de ce médicament disponible en ce moment en Algérie, l'invité de la Radio algérienne a précisé que «110 000 unités de Chlorydrine sont déjà disponibles au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux et que 190 000 autres vont être incessamment importées dans les jours à venir». Par ailleurs, concernant la décision de placer en confinement la ville de Blida, centre de la pandémie en Algérie, le Professeur Mesbah a estimé qu'il s'agit là d'une «décision nécessaire, compte tenu de la vitesse de prolifération de cette terrible maladie et des sérieux dangers qu'elle fait courir à la santé des Algériens». Il ajoute que «celle-ci sera mise en œuvre chaque fois qu'une situation identique pourrait se répéter

dans d'autres agglomérations du pays, aux fins de freiner l'étendue du virus». Le professeur a par ailleurs tenu à rappeler que pour éviter la contamination de ce virus, il est impératif de rester à la maison et de ne sortir qu'en cas d'extrême urgence pour un seul membre de la famille. Concernant la moyenne d'âge des personnes décédées par le coronavirus, l'invité de la rédaction a précisé que «toutes les personnes décédées étaient atteintes de maladies chroniques et la moyenne d'âge est de 67 ans». De son côté, le président du Syndicat national des praticiens de la santé, Lyes Merabet, avait appelé lui aussi les citoyens à éviter les déplacements pour se protéger des risques de propagation de la maladie. «Il faut immé-

## LA QUESTION DU JOUR

### Et si c'était quand même le bout du tunnel !

Suite de la page une

L'Algérie n'est pas le premier pays à s'engager dans cette voie, d'autres l'y ont précédée, dont la Chine, et vraisemblablement la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et peut-être d'autres encore. On ne peut cependant manquer de se demander pourquoi ce traitement n'est pas encore préconisé par l'OMS, laquelle, il est vrai, ne le déconseille pas non plus. Bien entendu, des expérimentations sont en cours dans les pays les mieux équipés pour tirer cela au clair. Dans deux semaines tout au plus, les premiers résultats seront connus, en France notamment, où une vive polémique met actuellement aux prises ceux qui sont pour l'utilisation de la chlorydrine et ceux qui s'y opposent. On peut penser que si le ministère algérien de la Santé a pris la décision d'y recourir, c'est sur la base de faits non de supputations. S'ils existent, ces faits proviennent de la Chine, dont quelques scientifiques ont les premiers fait état de l'efficacité du traitement à base de chlorydrine. La polémique en France est consécutive à cette première publication, même si aujourd'hui elle semble être une affaire purement franco-française. Le président américain a été parmi les premiers à envisager la possibilité de son emploi aux Etats-Unis. Ce qu'en revanche on ne sait pas encore, c'est à quelle échelle les Chinois y ont eux-mêmes recouru sur leur propre population. Dans l'étude qu'ils ont publiée sur ce sujet, il n'est question que d'un essai sur 100 personnes, sans plus de détails. Mais compte tenu des relations historiques de l'Algérie et de la Chine, le plus probable est que les experts algériens ont eu connaissance de plus d'informations que ce que les Chinois ont bien voulu rendre publiques. **M. H.**

Thinhenne Khouchi

## Laghouat Saisie de 200 quintaux de produits alimentaires destinés à la spéculation

QUELQUE 200 quintaux de produits alimentaires (semoule, farine et couscous) destinés à la spéculation, ont été saisis, hier, dans un hangar à Laghouat par les éléments de la sûreté de wilaya, a-t-on appris auprès de ce corps sécuritaire. L'opération a donné lieu à l'arrestation de deux individus (30 et 65 ans), qui seront, une fois le dossier de procédures pénales finalisé, présentés devant le procureur de la République du tribunal de Laghouat pour «spéculation et pratiques commerciales frauduleuses», a précisé le chargé de la communication de la sûreté de wilaya par intérim, Mohamed Ben Nissane. Les brigades mixtes de lutte contre la fraude, composées des éléments de la sûreté de wilaya, des services du Commerce, des services vétérinaires et ceux de la commune, mènent actuellement des opérations de contrôle général des commerces, afin de lutter contre toute forme de pratiques commerciales illicites et frauduleuses, ajoute la source.

K. L.

## Assurances Approbation de l'autorisation d'exercice pour des courtiers étrangers

LE MINISTÈRE des Finances a approuvé l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances pour plusieurs courtiers de réassurance étrangers, selon un arrêté ministériel publié au journal officiel N° 15. Il s'agit de l'arrêté du 2 janvier 2020 portant approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. Cet arrêté a pour objet d'«approuver l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. Cet arrêté a pour objet d'«approuver l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée par la commission de supervision des assurances aux courtiers de réassurance étrangers pour la participation dans des traités ou cessions de réassurance des sociétés d'assurance et/ou de réassurance agréées et des succursales de sociétés d'assurance étrangères agréées en Algérie», précise la même source. Cette autorisation, approuvée par le ministère des Finances, est délivrée aux courtiers de réassurance étrangers, à savoir Marsh Limited, Market Insurance Brokers Limited (Mib), General Reinsurance Services Ltd (Grs), JLT Speciality Limited, Butcher Robinson & Staples International Limited, Axa Cessions Broker, Al Wasl Insurance Brokers Limited, Integro Insurance Brokers Limited et Assuralea. Ali H.

## Coronavirus

# Des cliniques privées disposées à prêter main-forte

■ Des directeurs de cliniques privées ont fait part de leur entière disponibilité à prêter main-forte, le cas échéant, en prenant en charge des patients infectés par le nouveau coronavirus (Covid-19).



Par Ali T.

Les directeurs de certaines cliniques privées contactés par l'APS ont estimé que «la conjoncture difficile que traverse l'Algérie impose la conjugaison des efforts de tous, secteurs public et privé confondus», assurant que leurs cliniques «sont entièrement disposées à prendre en charge, le cas échéant, les patients infectés». Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait affirmé récemment que les cliniques du secteur privé étaient entièrement disposées à prêter main-forte, le cas échéant, en prenant en charge des patients infectés par le nouveau coronavirus.

Le directeur de la Clinique Al-Azhar de Dely Ibrahim (Alger), D' Jamal Eddine Khodja Bach, a précisé que son établissement était «prêt à recevoir et à traiter

les patients en leur assurant une bonne prise en charge, en particulier au niveau du service de réanimation». Si la situation s'aggrave, les interventions de cardiologie seront déprogrammées afin de mobiliser les équipements de ce service au profit des patients contaminés, a-t-il expliqué, signalant qu'Al-Azhar disposait de 20 lits de réanimation équipés de respirateurs artificiels. Pour le directeur de la clinique Diar Saada d'El-Madania (Alger), D' Slimane Mohabeddine, «quels que soient les moyens disponibles, la meilleure façon de faire face à ce virus reste le confinement général de la population». Il a, à cet égard, fait savoir que son établissement avait appliqué le confinement dès les premiers cas enregistrés en se limitant aux interventions urgentes. L'aide qu'apporteront les cliniques privées, s'il y a lieu, doit être organisée et régulière, a-t-il insisté, relevant

que son établissement disposait de trois respirateurs artificiels, en sus de 7 autres lits pouvant être affectés en cas de besoin.

Le directeur de la clinique de cardiologie dans la wilaya de Sétif, D' Reda Mahdjoubi, a mis en avant sa coopération avec les autorités locales en dépit du manque de communication avec la direction de la santé, soulignant que la clinique manque d'habits médicaux mais disposait d'autres équipements. Il a affirmé que les services à prodiguer par les cliniques entrent avant toute autre chose dans le cadre de l'obligation et le service humanitaire, ces cliniques étant partie intégrante du système de santé national. De son côté, le directeur de la clinique de chirurgie cardiaque à Oran, D' Essaid Kara, a appelé le ministère de la Santé à «l'impératif de mettre en place une stratégie pour gérer la situation qui nécessite la conjugaison des efforts des secteurs

public et privé».

Si la situation venait à s'aggraver, le même responsable a estimé nécessaire l'orientation et la répartition des patients entre les deux secteurs selon la disponibilité du nombre de lits et les appareils respiratoires afin d'éviter la surcharge dans les établissements.

M. Kara a mis l'accent sur l'impératif de ne pas négliger les malades souffrant de maladies chroniques, notamment cardiovasculaires et autres, rappelant que la clinique d'Oran dispose de 10 respirateurs artificiels. A souligner que le pays compte 20 cliniques privées situées dans les grandes villes du pays, qui effectuent des opérations de chirurgie cardiovasculaire et disposent de salles de réanimation et de respirateurs artificiels, moyens vitaux pour les personnes atteintes du coronavirus.

A. T./APS

## Rumeurs

### Algérie Télécom dément une coupure d'Internet en Algérie

Algérie Télécom a démenti hier les rumeurs relayées par certains médias et sur les réseaux sociaux sur une coupure d'Internet en Algérie. «Contrairement à ce qui a été annoncé et rapporté par cer-

tains médias et sur les réseaux sociaux au sujet d'une supposée coupure de l'Internet au niveau national, Algérie Télécom tient à démentir et rassurer son aimable clientèle qu'aucune coupure n'est pro-

grammée», indique l'opérateur public dans un communiqué. «Nous demandons à tous les Algériens de faire preuve d'un esprit de solidarité et de synergie pour faire face aux circonstances diffi-

ciles que traverse l'Algérie et le monde entier avec la propagation de la pandémie de coronavirus et être vigilants contre toute fausse information», conclut la même source.

## Visite virtuelle du musée "Ahmed Zabana" d'Oran

### «Le musée visite vos maisons» : une initiative sur le net

Le musée national public "Ahmed Zabana" d'Oran a lancé sur le net une initiative intitulée "le musée visite vos maisons" en adéquation aux dispositions préventives contre la propagation du coronavirus a-t-on appris mardi, de cette institution muséale. L'initiative permet aux

amateurs du monde des musées de visiter virtuellement le musée "Ahmed Zabana" via sa page Facebook mais aussi de profiter des moments de découverte de l'histoire et des civilisations, a souligné le conseiller culturel du musée. Elle permet également aux utilisateurs de se promener

entre les salles de ce musée par vidéo, pour découvrir les collections que recèle cette institution, devenant une destination touristique et culturelle par excellence pour les adultes et enfants notamment sa salle des sciences naturelles, a souligné Adel Zouaoui. L'initiative intervient

suite à la suspension, par les pouvoirs publics, de toutes les activités culturelles, et ce, dans le cadre des mesures préventives prises pour éviter de la propagation de la pandémie Covid 19 et coïncidant avec les vacances scolaires du printemps.

Maya G.

# Déficit en baisse à 792 millions de dollars

■ La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 791,74 millions de dollars le mois de janvier 2020, contre un déficit de 862,05 millions usd le même mois en 2019, en baisse de 8,16 %, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Par Salem K.

Les exportations algériennes ont atteint 2,305 milliards de dollars (mds usd) en janvier dernier, contre 3,070 mds usd le même mois en 2019, enregistrant une baisse de 24,91 %, précisent les statistiques provisoires de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les importations ont, pour leur part, totalisé 3,097 mds usd, contre 3,932 mds usd, en baisse de 21,24 %. Les exportations ont ainsi assuré la couverture des importations à hauteur de 74,44 %, contre 78,08 % durant la même période de comparaison. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes en janvier dernier, soit 92,53 % du volume global des exportations, en s'établissant ainsi à 2,13 mds usd, contre 2,85 mds usd, enregistrant un recul de 25,16 %. Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 172,33 millions usd, ce qui représente 7,47 % du volume global des exportations, contre 220,37 millions usd, en baisse de 21,80 %, durant la même période de comparaison. Ce recul a concerné tous les groupes des principaux produits hors hydrocarbures. Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-

produits, avec 137,27 millions usd contre 154,21 millions usd, en baisse de (10,98 %), des biens alimentaires avec 26,34 millions usd contre 32,04 millions usd (-17,78 %) et des biens d'équipement industriels avec 4,38 millions usd contre 20,29 millions usd (-78,41 %). Elles étaient composées aussi de produits bruts avec 2,99 millions usd, contre 11,57 millions (-74,13 %) et les biens de consommation non alimentaires avec 1,34 million usd, contre 2,11 millions usd (-36,42 %). Pour ce qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations algériennes ont connu des baisses en janvier dernier et par rapport au même mois de l'année dernière. En effet, les biens d'équipements industriels, qui ont représenté près de 30,2 % de la structure des importations, ont totalisé 933,92 millions usd contre 1,43 milliard usd à la même période de comparaison, en baisse de 34,85 %. La facture d'importation du groupe demi-produit a reculé de 26,28 %, totalisant 684,28 millions usd contre 928,16 millions usd. La même tendance a été enregistrée pour les biens alimentaires qui ont atteint 625,84 millions usd contre 737,66 millions usd (-15,16 %), les biens de consommation (non alimentaires) avec 476,87 millions usd contre 525,95 millions usd (-9,33



PVD. R.

%) et les biens d'équipement agricoles avec 19,40 millions usd contre 46,94 millions usd (-58,67 %). En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses. Il s'agit des importations des produits bruts qui ont totalisé 194,83 millions usd, contre 174,65 millions usd (+11,56 %) et le groupe énergie et lubrifiants (carburants) avec 162,27 millions usd contre 85,97 md usd (+88,75 %). **La France principal client et la Chine 1<sup>er</sup> fournisseur** Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, la France a maintenu sa place de premier client du pays alors que la Chine est restée son

premier fournisseur, la même tendance a été enregistrée durant l'année dernière. En janvier dernier, les cinq premiers clients du pays ont représenté 50,74 % des exportations algériennes. La France maintient sa place de principal client du pays avec 374,65 millions usd d'exportations algériennes vers ce pays, (16,25 % du montant global des exportations), en baisse de (-3,83 %), suivie de la Turquie avec 265,19 millions usd (11,50 %), l'Italie avec 229,11 millions usd (9,94 %), la Chine avec 178,74 millions usd (7,75 %) et la Belgique avec 122,23 millions usd (5,30 %). En ce qui concerne

les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté 48,96 %. En janvier 2020, il s'agit de la Chine, qui maintient toujours sa première place avec 562,01 millions usd (18,14 % des importations globales algériennes), en baisse de 25,19 %, suivie de l'Italie avec 285,21 millions usd (9,21 %), la France avec 276,35 millions usd (8,92 %), de l'Espagne avec 200,41 millions usd (6,47 %) et de l'Allemagne avec 192,53 millions usd (6,22 %). En 2019, la balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 6,11 mds usd contre 4,53 mds usd en 2018, selon les données consolidées des Douanes.

Pétrole/Prix

## Le Brent à plus de 28 dollars

Les prix du pétrole se sont légèrement améliorés hier, les investisseurs saluant les mesures de relance et de soutien de la demande d'or noir de la banque centrale américaine au lendemain d'une séance incertaine. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 28,58 dollars à Londres, en hausse de 5,73 % par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour mai gagnait 7,41 %, à 25,09 dollars. La veille, les deux barils de référence avaient fini en hausse à l'issue d'une séance particulièrement volatile. Les investisseurs «espèrent que les Etats-Unis vont bientôt parvenir à un accord sur un programme d'aide de 2 000 milliards de dollars pour contrer les effets de la pandémie de coronavirus», a estimé Al Stanton,

de RBC. «Cela donne une forte impulsion aux prix du pétrole, au moins à court terme», a ajouté Eugen Weinberg, analyste. La Réserve fédérale américaine (Fed) a par ailleurs annoncé lundi une nouvelle salve de mesures – dont l'achat illimité d'obligations ainsi que divers mécanismes d'aide directe aux entreprises, y compris les PME – pour préserver la première économie du monde des graves conséquences de la pandémie de Covid-19. Cette initiative susceptible de soutenir la demande de brut a apaisé les craintes suscitées par l'absence d'accord encore lundi entre républicains et démocrates du Congrès sur un plan de soutien massif à l'économie américaine, malgré d'intenses discussions en coulisses. Il n'y a pour autant «aucun signe d'une réduction de

l'offre de pétrole», a ajouté Naeem Aslam, analyste, de quoi expliquer pourquoi «les prix du brut se négocient toujours en-dessous du niveau critique de 30 dollars», dans un contexte de guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie. Le Fonds monétaire international (FMI) a par ailleurs alerté hier sur une «forte baisse» de la croissance cette année de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), plombée par la double peine du nouveau coronavirus et de la faiblesse des prix du pétrole.

### Le marché pétrolier indécis après les annonces de la Fed

Les prix du pétrole ont fini en hausse

lundi, à l'issue d'une séance particulièrement volatile, marquée par des annonces de la Réserve fédérale et une impasse politique sur un vaste plan de relance de l'économie américaine. A New York, le baril américain de WTI pour mai, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a pris 3,23 %, à 23,36 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a progressé de 0,19 % à 27,03 dollars à Londres. La semaine passée, le WTI avait chuté de près de 30 % quand le Brent avait perdu près de 20 % de sa valeur. «La consommation mondiale de pétrole recule de plus en plus sous l'effet des mesures prises pour endiguer la propagation fulgurante de Covid-19», a rappelé Stephen Brennock, de PVM. **M. L.**

Zone euro

## Chute «sans précédent» de l'activité du secteur privé en mars

L'activité du secteur privé dans la zone euro a chuté en mars par rapport à février, à un rythme «sans précédent», conséquence de la pandémie du nouveau coronavirus, selon la première estimation de l'indice PMI composite du cabinet Markit, publiée hier. L'indice mensuel s'affiche à 31,4 points, contre 51,6 points en février, «la plus forte baisse de l'activité globale (...) depuis la première publication des données composites en juillet 1998», explique Markit dans son communiqué. Lorsque le PMI est supérieur à 50 points,

cela signifie que l'activité progresse. Elle diminue s'il est inférieur à ce seuil. «Le précédent record baissier de l'indice PMI composite (36,2) avait été enregistré au cours de la crise financière mondiale, en février 2009», rappelle le cabinet. Le fort recul de l'indice s'explique par «les mesures exceptionnelles adoptées par les différents pays afin de freiner la propagation du coronavirus», qui ont «fortement perturbé l'activité des entreprises». L'indice de l'activité de services dans la zone euro a chuté à 28,4, contre 52,6 en

février, là-encore un record historique. Quant à l'indice manufacturier, il se replie à 39,5, contre 48,7 en février, son niveau le plus bas depuis «131 mois». L'enquête signale, par ailleurs, «des degrés de pessimisme sans précédent dans les deux secteurs étudiés» en ce qui concerne «les perspectives d'activité douze mois». L'effondrement de l'activité globale surpasse «de loin» celui observé «au plus fort de la crise financière mondiale», remarque Chris Williamson, économiste chez Markit. Cela préfigure, selon lui,

«une baisse du PIB d'environ 2 % au premier trimestre, et cette forte contraction de l'économie risque de s'accroître dans les mois à venir, lors de la mise en œuvre probable de mesures de plus en plus drastiques, destinées à lutter contre la crise sanitaire». M. Williamson souligne, par ailleurs, que «l'assombrissement des perspectives d'activité s'est répercuté sur le marché de l'emploi, les entreprises de la zone euro ayant en effet signalé la plus forte réduction de leurs effectifs depuis juillet 2009». **R. E.**

Collo

# Une station météorologique pour l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture

■ L'institut a bénéficié de cette station, la seconde après celle installée au niveau de l'entreprise portuaire du chef-lieu de wilaya, dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Office national de météorologie (ONM).

Par Hani T.

L'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) de Collo (ouest de

Tizi-Ouzou

## Mobilisation des comités de villages pour le confinement sanitaire

DES COMITÉS de villages et autres organisations de la société civile à Tizi-Ouzou se mobilisent pour faire appliquer le confinement sanitaire contre le coronavirus (Covid-19) des populations afin de limiter sa propagation.

Au titre de cette initiative, des groupes de jeunes ont été mobilisés par les comités de villages, ou se sont portés volontaires, pour contrôler les entrées et sorties vers leurs villages, en procédant systématiquement à la désinfection des véhicules qui y arrivent et des passagers. Des appels au confinement sont lancés via les hauts-parleurs, pour convaincre les villageois de rester chez eux.

C'est le cas à Zouvga (commune d'Illiiten), Maraghna (Illoula Oumalou), Taourirt Mokrane (Larbaa n'Ath Irathen) et Ath Argane (Agouni Gueghrane), Aourir, Tiliit, Tasga Meloul, Ighil Bougni (Ain El Hammam), entre autres, qui ont décidé de réduire les déplacements de leurs concitoyens et de contrôler, voire interdire l'accès vers ces villages sauf pour les cas d'«*extrême urgence*». Parallèlement, et afin de venir en aide aux personnes âgées et celles ayant des maladies chroniques notamment, qui doivent rester confinées durant cette période de pandémie, des citoyens se proposent de leur livrer, gratuitement à domicile, les denrées dont elles ont besoin. Des commerçants se joignent aussi à cette démarche lancée, entre autres, à Tigzirt, Ath Aissi, Souk El had (Timizart).

Les opérations de désinfection des espaces publics par les citoyens et les différentes institutions se poursuivent avec l'implication, depuis dimanche, de la sûreté de wilaya qui a mobilisé ses moyens humains et matériels à cet effet. Les appels au confinement se poursuivent avec plus d'insistance à travers les localités de la wilaya. **APS**

Skikda) vient d'être doté d'une station météorologique, a indiqué lundi son directeur, Noureddine Remita. L'institut a bénéficié de cette station, la seconde après celle installée au niveau de l'entreprise portuaire du chef-lieu de wilaya, dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Office national de météorologie (ONM), a-t-il précisé à l'APS. L'ITPA fournit en contrepartie à l'ONM le terrain et la protection de la station et fait bénéficier à ses étudiants des services de la station, selon la même source qui relève l'importance du facteur météo pour la pêche et l'aquaculture. La station permet d'obtenir des données sur le vent, les précipitations et



les températures sur le sol et de l'atmosphère qui constituent des informations importantes dans le processus de formation des sta-

giaires de l'ITPA, a fait savoir le même cadre. La station a été construite sur un terrain de 25 mètres carrés et a été équipée

d'appareils de pointe pour la mesure de la vitesse du vent, la pluviométrie et la température.

H. T./APS

## Boumerdès

### Des CFPA se lancent dans la production de masques médicaux

Les enseignants et stagiaires d'un nombre de centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de la wilaya de Boumerdès se sont lancés, à titre bénévole, dans la production de masques médicaux, en guise de contribution de leur part dans les efforts de lutte contre le coronavirus (Covid-19), a-t-on appris, lundi, auprès du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

«Des enseignants et stagiaires d'un nombre de CFPA de la wilaya se sont lancés dans une opération de production de masques médicaux, suivant les normes pré-

conisées par l'OMS. Ils sont destinés à être distribués, gratuitement, à différents secteurs nécessitant leur utilisation, selon les priorités exprimées», a indiqué à l'APS Sadek Saâdna. «L'initiative, lancée à titre bénévole à travers les CFPA de Bordj Menail, Sahel (Boumerdès), Ouled Moussa, Khemiss El Khechna, Naciria, et Hammadi, prévoit la production d'un premier lot de pas moins de 40 000 bavettes médicales», a-t-il souligné.

Cette opération, visant en premier lieu la couverture des besoins du secteur de la Santé, puis des corps sécuritaires et des administrations de la wilaya, se poursuivra,

selon le même responsable, «dans le but de couvrir le maximum des besoins exprimés par ces secteurs». M. Saâdna a fait savoir, en outre, que «c'est la wilaya de Boumerdès qui se charge de l'acquisition des besoins en matières premières nécessaires à l'opération». A noter que la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Houyam Benfriha, a effectué dans la matinée une visite éclair dans la wilaya, durant laquelle elle a inspecté l'opération de production de ces bavettes au niveau des CFPA de Khemiss El Khechna, Hammadi et Ouled Moussa. **R. S.**

## Laghouat

### Deux entreprises privées font don d'équipements et de produits de désinfection

Deux entreprises privées opérant dans la wilaya de Laghouat ont fait don d'équipements et de produits divers, comme contribution à la prévention contre la propagation du Covid-19.

Une entreprise privée de travaux hydrauliques (Entreprise El Hamra) a fait don de 10 000 litres de produits désinfectants et de 200 pulvérisateurs de produits de stérilisation, ainsi que d'une

centaine de fûts, qui seront placés dans différents quartiers et cités de la ville de Laghouat, a indiqué le chef de l'entreprise, Mahmoud Kissari.

M. Kissari a fait part également de la dotation de différentes communes de la wilaya de Laghouat en équipements et matériels de désinfection, avant d'appeler les associations à s'impliquer dans ces opérations de prévention contre le Covid-19,

notamment au niveau des lieux publics (bureaux de poste, structures de santé, locaux commerciaux et autres).

Une autre entreprise de travaux routiers (entreprise Djeridène) a mobilisé une flotte de camions-citernes chargés de produits désinfectants pour assurer, avec la contribution de ses travailleurs, le nettoyage des artères de la ville de Laghouat.

Le représentant de la société

civile de Laghouat, Kacem Abderrahmane, a affirmé de son côté que c'est dans ces conditions que se manifestent les valeurs de solidarité, appelant les citoyens à se conformer aux mesures préventives contre les risques de propagation du Covid-19 et de se confiner à domicile pour éviter tout risque de contamination.

Lyes G.

## Mascara

### Vers la distribution de plus de 1 300 logements publics locatifs

Plus de 1 300 logements publics locatifs seront distribués prochainement à Mascara, a-t-on appris du chef de daïra, Nacer Kandil.

Le comité de daïra chargé de la distribution des logements sociaux a entamé, depuis des semaines, l'examen des dossiers des demandeurs. Jusqu'à ce jour, l'étude de 9 000 dossiers a été effectuée. L'opération sera achevée avec la publication des listes des bénéficiaires d'un quota variant entre

1 300 et 1 400 logements publics locatifs. Ces listes seront suivies d'une autre de 1 600 unités, avant la fin de l'année en cours, a-t-on assuré de même source. Les bénéficiaires recevront leur logement juste après l'achèvement des procédures portant publication de la liste des bénéficiaires et les recours. Les autres auront droit à des pré-affectations, en attendant l'achèvement des logements de l'OPGI. Par ailleurs, une nouvelle opération de relogement des occupants de vieux bâtis

de la commune de Mascara a été lancée dernièrement pour toucher 100 familles résidant dans 18 sites menaçant ruine. Le directeur local chargé de l'habitat a rappelé dernièrement, en marge de la visite du wali aux projets d'habitat du chef-lieu de wilaya, que la livraison de plus de 1 300 logements location-vente, prévue en mai prochain, est actuellement en cours de préparation. Ces logements sont répartis sur quatre sites, rappelle-t-on. **K. L.**



## Guinée

## Violente journée de référendum et de législatives

■ La Guinée a vécu dimanche un référendum et des législatives ternis par des violences, avec la mort d'au moins 10 manifestants tués par les forces de l'ordre, selon l'opposition qui a boycotté ces scrutins pour faire barrage à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé.

Par Rosa C.

Ce bilan n'a cependant pu être confirmé de source indépendante et les autorités n'étaient pas joignables pour réagir aux affirmations de l'opposition. Le vote, dont le terme était fixé à 18h00 (GMT et locale), a été progressivement clôturé dimanche à Conakry où des bureaux ont fermé plus tôt que prévu à cause des incidents, selon un journaliste de l'AFP. Les manifestants anti-Condé ont «bravé les balles des forces de l'ordre qui ont arrêté massivement, tiré aveuglément, molesté cruellement, tuant au moins 10 personnes et blessant par balle plusieurs dizaines de personnes», a indiqué dans un communiqué le FNDC, le collectif de partis d'opposition et de

la société civile qui lutte contre un éventuel troisième mandat de M. Condé. Au moins 32 manifestants avaient jusqu'à dimanche après-midi été tués depuis le début, à la mi-octobre, de la vague de protestation, qui a également coûté la vie à un gendarme, selon un décompte de l'AFP. M. Condé, 82 ans, a été élu en 2010 et réélu en 2015. Aucune indication n'était disponible dimanche soir sur la participation, les résultats et leur date de publication. Les responsables de l'Administration territoriale (Intérieur) et la Commission électorale n'ont pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats, la nouvelle que propose M. Condé également. Mais, accusent ses opposants, elle lui permettrait de

remettre son compte à zéro afin de se succéder à lui-même fin 2020. Le début du vote, prévu à 08h00 (GMT et locale), a commencé à l'heure indiquée dans un bureau proche du palais présidentiel à Conakry mais il a été perturbé à de nombreux endroits, selon un journaliste de l'AFP et des témoins qui ont affirmé avoir constaté une faible participation. A Ratoma (banlieue de Conakry), des jeunes ont attaqué des gendarmes devant des bureaux de vote dans une école. Une autre école dans la même zone a été attaquée et le matériel électoral saccagé. Des affrontements ont eu lieu dans des banlieues de Conakry comme Cosa, Hamdallaye, Dar-es-salam et Lambanyi. Des troubles sont aussi survenus à Mamou (centre), à Boké (ouest) et à N'Zérékoré (sud-est), selon des témoins. Du matériel électoral a été détruit dans des localités comme Kobéla (sud), Dinguiraye (nord-est) et Konah (nord-est). «J'espère que tout se passera dans la paix et la tranquillité et que le peuple guinéen, comme en 1958, montrera sa maturité», a déclaré, après avoir voté à Conakry, le président Condé, en allusion au «non» de la Guinée, alors colonie française, au référendum organisé par De Gaulle et qui a ouvert dès 1958 la voie à l'indépendance du pays ouest-africain. Le référendum et les législatives avaient été reportés à la dernière minute il y a trois semaines dans un climat de vives tensions. C'est surtout le projet de nouvelle Constitution



qui déchaîne les passions. M. Condé assure qu'il s'agit de doter son pays d'une Constitution «moderne». Elle codifierait l'égalité des sexes, interdirait l'excision et le mariage des mineurs. Elle veillerait à une plus juste répartition des richesses en faveur des jeunes et des pauvres. Mais M. Condé entretient le flou sur sa volonté ou pas de briguer un troisième mandat.

Les remises en cause internationales quant à la crédibilité du vote se sont succédé, étayées par la présence sur les listes électorales de 2,5 millions de noms douteux, soit le tiers du fichier. Les recommandations des organisations internationales sur le fichier ont été «intégralement prises en compte», a affirmé le président Condé dans un discours publié samedi sur la

page Facebook de la Présidence guinéenne. L'opposition avait promis de boycotter le vote et d'en empêcher la tenue. La persistance des troubles n'a pas dissuadé le gouvernement d'organiser les scrutins, pas même l'apparition récente du coronavirus. La Guinée a déclaré deux cas de contamination dont un a été guéri, a annoncé samedi le gouvernement. La présence du Covid-19 suscite l'attention dans un pays où la fièvre Ebola a fait 2 500 morts entre 2013 et 2016. Des chefs d'État ouest-africains ont annulé leur mission de bons offices prévue au cours de la semaine. Avant le vote, deux grandes organisations régionales avaient renoncé à déployer leurs observateurs ou bien les avaient rappelés.

R. C.



## Commentaire

## Négociation

Par Fouzia Mahmoudi

Même en temps de pandémie mondiale, l'Afghanistan continue à être une épine dans le pied de Washington. Finalement, la stratégie des États-Unis qui voulait montrer au monde qu'ils n'étaient pas vaincus à la suite des attaques du 11 septembre 2001, en lançant une attaque immédiate contre les talibans afghans, se sera avérée être non seulement inefficace mais surtout contreproductive avec des milliers de vies de soldats américains perdues. Le bilan côté afghan, quant à lui, se chiffre à plusieurs centaines de milliers de morts, très majoritairement parmi la population civile. Aujourd'hui, Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a annoncé la réduction d'un milliard de dollars de l'aide à l'Afghanistan. Une décision qui fait suite à son échec lors de ses négociations avec les dirigeants afghans. Le secrétaire d'État avait fait une visite surprise de huit heures à Kaboul, au cours de laquelle il s'était entretenu avec le président Ashraf Ghani et avec l'ex-chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, qui s'est lui aussi proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 28 septembre, entachée d'accusation de fraude. Son objectif était de les inciter à faire un gouvernement d'union. Il a dit leur avoir fait passer un «message urgent» pour qu'ils fassent «des compromis» en formant un gouvernement d'union capable de négocier avec les insurgés – la prochaine étape du processus de paix qui tarde à se concrétiser. Mais les deux hommes lui ont ensuite signifié «leur incapacité à trouver un accord sur un gouvernement inclusif», a déclaré Mike Pompeo. En raison de cet «échec», que les États-Unis «regrettent profondément», il a annoncé que l'aide américaine à l'Afghanistan serait réduite «immédiatement» d'un milliard de dollars, et d'un milliard supplémentaire en 2021 si l'impasse se poursuivait. Maniant la carotte et le bâton, il a promis que l'aide pourrait éventuellement être rétablie si Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah parvenaient à s'entendre. La crise politique à Kaboul menace de faire capoter le processus enclenché par l'accord signé le 29 février à Doha. Après dix-huit ans de guerre, la plus longue de l'histoire américaine, ce texte prévoit le retrait progressif, sous quatorze mois, de toutes les forces américaines et étrangères d'Afghanistan, à condition que les insurgés tiennent leurs engagements sécuritaires et entament des négociations de paix directes, inédites avec le gouvernement de Kaboul. Mais ces négociations inter-afghanes, qui devaient initialement démarrer le 10 mars, ont déjà pris du retard en raison de cette crise institutionnelle, ainsi que les échanges de prisonniers Kaboul-talibans prévus par l'accord. Nouveau signe que l'administration de Donald Trump est décidée à quitter l'Afghanistan à l'approche de l'élection présidentielle de novembre aux États-Unis, Mike Pompeo a confirmé que le retrait américain se poursuivait malgré ces blocages. Au Qatar, le secrétaire d'État a aussi rencontré, à l'écart des médias, «des responsables des talibans», dont leur négociateur en chef, le mollah Baradar, «pour les exhorter à continuer à respecter l'accord signé le mois dernier», a déclaré sa porte-parole. Reste à espérer pour l'Afghanistan que le Covid-19 qui a sur place infecté 42 personnes et en a tué 1 pour le moment, ne fasse pas plus de dégâts, car au vu de l'état actuel des institutions afghanes, politiques et médicales, il pourrait, en cas de diffusion massive, causer malheureusement de nombreuses victimes. F. M.

## Malawi

## Après l'annulation de la présidentielle, le nouveau scrutin fixé au 2 juillet

Les Malawites se rendront aux urnes le 2 juillet pour élire leur président, après l'annulation historique pour cause de fraude du scrutin de 2019 remporté par le chef de l'État sortant Peter Mutharika, a annoncé lundi la Commission électorale. En février, la Cour constitutionnelle, saisie par l'opposition, avait invalidé la présidentielle de mai 2019, remportée de justesse par le chef de l'État sortant Peter Mutharika. Selon la Commission électorale (MEC), Peter Mutharika, au pouvoir depuis 2014, avait devancé au premier tour de 159 000 voix Larazus Chakwera, à la tête de la principale formation d'opposition, le Parti du congrès du Malawi (MCP). La Cour constitutionnelle avait justifié l'annulation du scrutin par des «irrégularités systématiques et graves», dont le recours au liquide correcteur blanc sur de nombreux procès-verbaux. Elle avait ordonné un nouveau scrutin «dans les 150 jours». Lundi, en application de ce jugement, la MEC a fixé au 2 juillet la date de la nouvelle élection. Cette date tombe «149 jours après le juge-

ment de la Cour», a expliqué devant la presse sa présidente, Jane Anshah. M<sup>me</sup> Anshah a toutefois précisé que l'application de ce calendrier «serait fonction (...) de l'impact du coronavirus», notamment en cas de «fermeture des entreprises qui fabriquent le matériel électoral». Jusqu'à présent, aucun cas de Covid-19 n'a été officiellement enregistré au Malawi, mais les autorités ont pris des mesures de prévention, dont l'interdiction des rassemblements publics de plus de 100 personnes. La MEC a par ailleurs indiqué lundi que les règles du scrutin seraient les mêmes qu'en 2019, après le refus du chef de l'État de promulguer plusieurs lois électorales adoptées par le Parlement en application de l'arrêt de la Cour constitutionnelle. L'une de ces lois avait prévu un nouveau scrutin en mai 2020 et l'élection du président à la majorité absolue, si nécessaire en deux tours, et non plus à la majorité relative en un seul. Mais M. Mutharika a refusé de promulguer ces lois au motif que «la plupart des dispositions des lois propo-

sées étaient en contradiction évidente avec la Constitution malawite». Depuis la présidentielle de mai 2019, le Malawi, petit pays d'Afrique australe, a été le théâtre de nombreuses manifestations, parfois violentes, pour obtenir l'annulation du scrutin. Au moins deux personnes ont été tuées. L'opposition a finalement obtenu gain de cause, mais Peter Mutharika ne s'est pas pour autant avoué vaincu. Il a fait appel de la décision de la Cour constitutionnelle et sa requête doit être examinée en avril. En prévision du nouveau scrutin, des alliances électorales se sont toutefois déjà formées, autant côté présidentiel que dans le camp de l'opposition. Peter Mutharika a conclu un accord avec le Front démocratique uni (UDF) d'Atupele Muluzi, arrivé quatrième de la présidentielle. Les principaux partis d'opposition au Malawi, le MCP et le Mouvement uni pour la transformation (UTM) du vice-président Saulos Chilima, arrivé troisième en mai 2019, ont eux prévu de présenter un candidat commun.

Le jeune artiste Walid Lahmar

# «Profitez du confinement pour donner plus de couleurs à votre vie»

■ Microbiologiste de formation, mais sa grande passion a toujours été le dessin. Après quelques années de travail dans le domaine hospitalier, Walid Lahmar dépose sa démission pour consacrer tout son temps à sa passion, la peinture.



Propos recueillis par Abia Selles

Influencé par l'artiste Charles Laveso, ce jeune Algérien travaille sur un style très particulier avec un technique «difficile» mais dont le résultat est impressionnant. Très triste pour les personnes atteintes du Covid-19, il nous raconte comment il passe le confinement.

**Walid Lahmar, comment vous présentez-vous ?**

Je suis un jeune Algérien passionné d'art. Je suis microbiologiste de formation. J'ai travaillé

quelques années dans le domaine hospitalier, mais j'ai fini par le quitter pour vivre ma passion, la développer et réaliser mes rêves. Je n'ai jamais fréquenté une école d'art mais je passais quinze heures de travail dans mon petit atelier pour améliorer mes capacités artistiques. Aujourd'hui, Dieu merci, je récolte les fruits de mes efforts et mes œuvres sont vendues dans les quatre coins du pays et même en France.

**Autodidacte de formation, parlez-nous de la technique que vous utilisez.**

Je suis un homme très curieux.

Quand j'ai vu des tableaux d'artistes connus faits à la peinture à l'huile pour la première fois, comme ceux de Vincent van Gogh, Charles Laveso ou Fabiano Milani, je voulais tout de suite savoir comment ils ont fait pour avoir un tel niveau. Et c'est à partir de là que j'ai commencé à me renseigner sur leur histoire, leur technique de peinture et les outils qu'ils utilisent. C'est comme ça que j'ai appris et j'apprends encore.

**Les tableaux que vous par-**

**tagez en cette période de confinement sont pleins de vie et de couleurs. Quel est votre but exactement ?**

Franchement, je vis mal cette période. Ce qui se passe actuellement touche tout le monde, c'est vraiment malheureux, mais on ne peut que suivre les mesures d'hygiène afin de limiter les pertes humaines.

Et puisque les gens vivent en cette période d'ennui et l'angoisse en restant tout le temps devant la télévision, à écouter le nombre de décès et de malades, j'ai pensé détourner leur regard vers des choses plus belles qui

respirent la joie et l'espoir. Les gens qui me suivent sur Facebook dépassent les cent mille personnes, entre Algériens et étrangers. Ils ont beaucoup apprécié mon travail et m'ont demandé de créer une chaîne Youtube pour leur apprendre le dessin et partager des idées. La communication sur les réseaux sociaux nous aide à oublier un peu notre quotidien tout en apprenant des choses nouvelles et utiles.

**Parlez-nous de vos projets d'avenir**

J'en ai plein (sourire). Je veux devenir un artiste de renommée dans l'art de la peinture et des crayons. Faire beaucoup d'expositions, partager mon savoir-faire pour créer une génération d'artistes fiers de leur travail et de leur pays. Je vais ouvrir mon propre atelier aux gens pour leur apprendre cet art et leur faire vivre les bons moments que je vis avec mes œuvres.

**Un dernier mot aux citoyens en cette période difficile**

C'est le travail qui nous mène à la réussite. Notre pays vit des moments difficiles, mais profitez du confinement pour donner des couleurs à votre vie. Notre pays, nos familles et nos amis ont besoin que l'on soit conscient et vigilant, ne les décevaient pas. Les nouvelles technologies ont bien évolué, l'Internet est disponible dans la majorité des maisons algériennes, il faut savoir les utiliser. Cherchez-y de belles choses à apprendre.

A. S.

Pour minimiser les impacts du Covid-19

## Création du Fonds Relance Culture en Tunisie

Le ministère des Affaires culturelles crée le Fonds Relance Culture (FRC). En effet, le ministère explique que cette mesure vise à «accompagner les opérateurs et espaces culturels, publics et privés, fortement déstabilisés par cette crise globale». Il s'agit d'un fonds à dotation mixte entre le secteur privé et le secteur public. Le Fonds Relance Culture centralisera les contributions financières des organismes et individus soucieux de participer à la relance du secteur, ainsi qu'au développement de la richesse de la vie culturelle tunisienne, pendant cette période de crise. Car, à cause de la pandémie du Covid-19, plus de 700 activités et festivals ont été annulés ou reportés. Cette situation touche l'ensemble des disciplines artistiques. Elle plonge une partie des professionnels de la culture dans une grande précarité. Ainsi, l'un des objectifs immédiats de ce fonds sera donc

d'assurer la stabilité sociale et économique de ces acteurs. Le Fonds Relance Culture les aidera à maintenir leur vitalité culturelle et économique. Il leur permettra de faire face aux difficultés engendrées par l'annulation des diverses performances et manifestations culturelles. Il anticipe ainsi les éventuels dommages

financiers et sociaux. En outre, le Fonds réunit une partie des ressources financières nécessaires pour accompagner de manière structurante les projets et les entreprises culturelles et créatives en Tunisie. Par ailleurs, le ministère affirme que le Fonds portera une attention particulière sur la transformation digitale. En

effet, la transformation digitale est l'une des alternatives viables permettant d'assurer la continuité et la vitalité de l'offre culturelle en situation de crise. Et qui participe activement à la circulation du produit culturel tunisien dans le pays et à l'international. De même, ce Fonds visera à financer et accompagner le dévelop-

pement de services culturels et artistiques en ligne. Il ciblera, entre autres, la numérisation des processus de production et de distribution. Au final, le ministère annoncera prochainement les modalités de fonctionnement du Fonds Relance Culture, ainsi que les critères d'éligibilité et d'attribution.

L. B.

Lecture

## Les bibliothécaires de La Réunion livrent à domicile

Lire, écouter de la musique, visionner des films. En somme, obtenir du contenu multimédia pour s'occuper intelligemment en restant chez soi malgré le confinement lié au Covid-19. C'est l'objectif de «confiné.e.s mais cultivé.e.s», une opération des bibliothécaires de La Réunion.

Si tu ne peux pas aller à la culture, la culture viendra à toi. Un leitmotiv que les bibliothécaires de La Réunion ont fait leur. Ils ont mis en place une page Facebook dédiée au grand public pour pallier les contraintes liées au confinement. «Nous avons souhaité ouvrir

les portes des médiathèques de l'île à tous ceux qui sont coincés chez eux», explique Jean-Fred Figuini. Le directeur de la médiathèque du Sud Sauvage se fait le porte-parole de ses collègues et partenaires qui ont travaillé sur une plate-forme numérique originale où chacun pourra trouver de nombreux exemples d'activités à mener avec les plus jeunes. «Sans bouger de chez soi, avec très peu de moyens et beaucoup d'astuces, c'est incroyablement comment on peut organiser des ateliers originaux», raconte encore Jean-Fred Figuini. Images et tutos à l'appui, il montre

comment un poing fermé sur une feuille de papier peut se transformer en support de coloriage pour les plus jeunes.

Les supports proposés sont adressés à tous les publics. A tous les âges. Avec des centres d'intérêts très variés. De la musique ou des films en téléchargement gratuit. Des visites virtuelles de musées. Des spectacles allant du théâtre à l'opéra. L'éventail des possibilités est à la hauteur de l'investissement des bibliothécaires qui aspirent au partage de la culture avec le plus grand nombre.

R. C.





SCO Angers

## Anthar Yahia se rapproche

L'ANCIEN défenseur international algérien, Anthar Yahia, s'est dit lundi intéressé à l'idée d'occuper le poste de manager général d'Angers SCO (Ligue 1 française de football), alors qu'il est en contact avec l'USM Alger (Ligue 1/Algérie). «Il y a une procédure en cours envers une personne que j'estime et à qui je souhaite le meilleur. Maintenant, si le club vient à me chercher ou à me contacter, je serais intéressé ou», a-t-il indiqué au site spécialisé Top Mercato. La formation angevine, où évolue le milieu offensif international algérien Farid El-Mellali, a mis à pied à titre conservatoire le mardi 10 mars, le manager général Olivier Picqueu, ce dernier devrait se voir signifier dans les prochains jours son licenciement par courrier recommandé, selon la presse locale. L'intérêt d'Angers intervient quelques jours après celui formulé officiellement par l'USM Alger, qui par le biais du P-dg du groupe Serport (actionnaire majoritaire du club, nldr) Achour Djelloul, a pris attache avec l'ancien capitaine des Verts. «Effectivement, je suis en contact avec Achour Djelloul. A l'heure où je vous parle, nous sommes au stade du premier contact. Nous devons nous rencontrer et évoquer les choses. Je devais venir, mais nous avons reporté la réunion en raison du coronavirus», avait déclaré Anthar Yahia. Antar Yahia (38 ans) avait quitté en novembre dernier son poste de manager général de l'US Orléans (Ligue 2/France). Il avait rejoint Orléans en tant que joueur en janvier 2016 en provenance d'Angers (Ligue 1/France) et a contribué à l'accession de son équipe en L2

avant d'être désigné manager général au mois de décembre de la même année.

### El-Mellali et ses coéquipiers en chômage partiel

Le club français d'Angers SCO où évolue l'international algérien Farid El-Mellali a décidé de mettre ses joueurs en chômage partiel, suite à la pandémie de coronavirus qui frappe le pays, selon un communiqué publié ce lundi par le club de Ligue 1 française de football. «Nous vous informons que compte tenu des mesures sanitaires prises au niveau du gouvernement, votre activité est suspendue pour une durée d'au moins 15 jours, jusqu'au 31 mars 2020. Par conséquent, vous êtes placés, à compter de ce jour, en activité partielle totale», a déclaré le club à ses licenciés et employés dans un mail. La Ligue 1 française s'est arrêtée depuis le 13 mars dernier, et ne devrait pas reprendre avant le 15 juin prochain, comme l'annonce Bernard Caiazza, le président du syndicat des clubs de Ligue 1 et Ligue 2. «Maintenant, l'enjeu de toutes les équipes durant cette période creuse est de maintenir une économie pérenne. Parce que comme toutes les entreprises, les clubs ne peuvent se permettre de vider leur caisse indéfiniment. En effet, ceux-ci continuent de payer les joueurs, staffs, et employés du club, sans renflouer les caisses, avec la billetterie ou les revenus de droits télévisuels», a-t-il expliqué. Pour rappel, en chômage partiel, les travailleurs en France touchent 84 % de leur salaire net.

Handisport

## Les employés de la FAH en mode télétravail

LE PERSONNEL de la Fédération algérienne handisport (FAH) a été contraint de travailler depuis son domicile au moins jusqu'au début du mois d'avril, en application des mesures de précaution contre la propagation de la pandémie de coronavirus, a indiqué lundi le président de l'instance fédérale, Mohamed Hachefa. «La santé reste la chose la plus importante.

Cette décision durera au moins 14 jours, à compter d'hier dimanche. Elle vise essentiellement à diminuer les contacts physiques sur les lieux de travail», a expliqué Mohamed Hachefa.

Le premier responsable de la FAH a expliqué que tout le personnel de la fédération est en mode télétravail, y compris sa personne : «Nous suivons la situation de près et restons en contact permanent avec tous les membres, de même qu'avec le Comité international paralympique (IPC)».

En application des décisions du ministère de la Jeunesse et des Sports, la FAH avait suspendu toutes ses compétitions, au même titre que les autres instances sportives nationales.

«Seuls les athlètes de sports individuels qualifiés aux prochains Jeux paralympiques ont eu l'autorisation du ministre de la Jeunesse et des Sports pour continuer à s'entraîner.

Le ministre a, dans ce sens, donné des instructions aux différents centres de regroupements, OPOW et infrastructures dépendant de la tutelle, pour leur faciliter l'accès selon un planning établi à l'avance et sur demande des différentes fédérations sportives», selon Hachefa.

Enfin, le président de la FAH a lancé un appel à tous les Algériens dont les sportifs pour s'unir, estimant que le mouvement sportif mondial vit des moments «très tristes» en raison de la situation actuelle.

«Il faut rester soudés en ces temps difficiles afin de combattre ce fléau et rétablir notre environnement dans son état normal».

En Algérie, 230 cas positifs au coronavirus ont été confirmés jusqu'à lundi par le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, Djamel Fourar, dont 17 personnes sont décédées.

Ligue 1

# Les partisans de la saison blanche se manifestent

■ De nombreux clubs de la Ligue 1 souhaitent que les hautes autorités sportives optent pour une saison blanche avec la propagation du coronavirus qui continue, surtout qu'il est pratiquement impossible de rattraper le retard pris jusque-là.



Les clubs pensent qu'il faut accorder du temps aux joueurs pour se préparer

Par Mahfoud M.

En effet, ces clubs pensent que la FAF devrait opter pour l'arrêt de la saison actuelle pour se projeter sur la saison prochaine, d'autant qu'avec deux semaines d'arrêt pour les joueurs ce sera difficile pour eux de reprendre et être prêts physiquement, surtout que le confinement pourrait durer encore. Les instances du football national, elles, qu'il s'agisse de la LFP ou de la FAF, ont refusé cette option et l'ont clairement indiqué, précisant qu'elle est totalement écartée. Le

patron de la Fédération algérienne, Kheiredinne Zetchi, a même souligné que ce sera préjudiciable pour l'Algérie et que cela voudrait dire qu'elle n'a pas les capacités de s'en sortir dans une étape de crise comme celle-ci. Toutefois, ce ne sont pas tous les clubs qui pensent de la même manière, vu que certains sont pour une reprise du championnat en prenant, toutefois, quelques décisions qui seraient en leur faveur. Ainsi, des dirigeants de clubs souhaitent que la LFP leur accorde le temps de se préparer. C'est ainsi que le

directeur sportif du NAHD, Chaâbane Merzekane, a demandé à ce que la LFP laisse aux clubs l'opportunité de se préparer pendant un stade d'au moins dix jours pour que les joueurs reprennent leur forme physique puisqu'ils sont restés trop longtemps au repos. Des techniciens appuient cette option et pensent qu'ils ne peuvent travailler dans de meilleures conditions que si l'on opte pour cette solution, car leurs poulains ne pourront pas être en forme en se contentant de séances individuelles.

M. M.

Aviron

## Boudina milite pour le report des JO-2020

Le rameur algérien, Sid Ali Boudina, a estimé lundi qu'avec l'impossibilité des athlètes de se préparer dans les meilleures conditions, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus qui touche l'Algérie et le monde entier, le report des Jeux olympiques-2020 (JO-2020) de Tokyo «devient une nécessité». «Je suis à mon septième jour de confinement à domicile, sans contact avec le monde extérieur, ni avec les membres de ma famille. Sincèrement, c'est une chose très dure à accepter sur le plan mental. Je précise toutefois que je ne suis pas atteint du coronavirus», a déclaré à l'APS Boudina, de retour de France où il prépa-

rait les JO-2020. Et d'ajouter : «Je m'entraîne sur un ergomètre dans ma chambre pour garder la cadence de préparation. J'espère que les prochains Jeux olympiques seront reportés, grâce à l'implication de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des grandes puissances du sport mondial». «Je suis en contact avec des sportifs qualifiés aux JO dans différentes disciplines, dont l'aviron, et ils sont tous contre la tenue de l'événement olympique», a-t-il ajouté, soulignant qu'«il est impossible pour un athlète soumis au confinement sanitaire de préparer dans les meilleures conditions un tel événement, surtout pour des disciplines comme la natation et

l'athlétisme dont la préparation à domicile est carrément impossible, contrairement, quelque peu, à l'aviron». Dimanche, le président du Comité international olympique (CIO), l'Allemand Thomas Bach, a indiqué que le CIO et ses partenaires se donnaient quatre semaines pour prendre une décision concernant les Jeux olympiques de Tokyo, évoquant un possible report mais pas d'annulation. Le rameur algérien a évoqué le problème des fédérations asiatique, européenne et américaine qui éprouvent d'énormes difficultés à arrêter les dates de leurs tournois qualificatifs aux JO-2020. «L'une des valeurs essentielles du CIO est l'équité».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ouargla

## 22 décisions de fermeture contre des commerçants

Vingt-deux décisions de fermeture administrative contre des commerçants activant dans différentes régions de la wilaya de Ouargla ont été prises du 11 au 20 mars courant, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale du Commerce. Il s'agit de l'établissement de 16 décisions de fermeture pour absence de registre du commerce et hausse des prix de certains produits réglementairement fixés. Les autres décisions de fermeture administrative ont été prises pour absence d'hygiène et vente de produits alimentaires périmés, précise la source. Au moins 306 interventions de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ont été

effectuées à travers le territoire de la wilaya de Ouargla et se sont soldées par l'établissement de 24 procès-verbaux d'infractions et la saisie de produits divers impropres à la consommation, d'une valeur de plus de 305 000 DA, d'après les données de la direction du secteur. S'agissant des pratiques commerciales, il est relevé 141 infractions et un chiffre d'affaires dissimulé (non-facturation) de près de 18 millions DA. Les procès-verbaux d'infractions dressés à l'encontre des contrevenants seront transmis aux instances judiciaires compétentes pour statuer.

O. N.

Naftal

## Les stations-service restent ouvertes à travers le territoire national

LA SOCIÉTÉ nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a rassuré, hier, sur l'ouverture et la disponibilité des carburants au niveau de ses stations-service qui restent ouvertes à travers le territoire national, a indiqué le directeur de la communication de la société, Djamel Cherdoud. «Naftal continuera d'approvisionner le marché le plus normalement du monde et les stations-service sont ouvertes à travers tout le territoire national pour fournir aux citoyens ses produits pétroliers, notamment les carburants», a expliqué M. Cherdoud dans une déclaration à l'APS. Le gaz butane sera également disponible à travers tous les points de vente de l'entreprise, réseau de stations-service compris, a-t-il encore affirmé. Interrogé sur une éventuelle fermeture des stations-service en raison de la propagation du coronavirus, le responsable a exclu cette option, précisant que Naftal, filiale du groupe Sonatrach, travaille en coordination avec le ministère de l'Énergie et Sonatrach, et «jusqu'à présent, cette éventualité n'a pas été évoquée».

Sur un autre volet, M. Cherdoud a souligné que «dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du coronavirus (Covid-19), nous avons lancé une vaste opération de désinfection de nos installations à travers le territoire national».

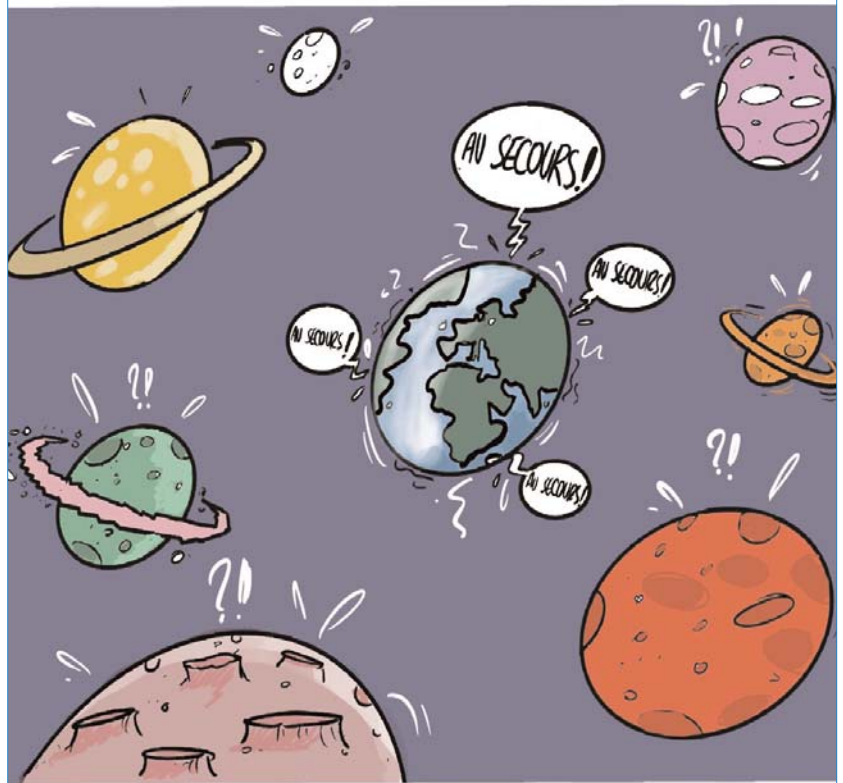
Le responsable a expliqué que «cette opération est menée au niveau de tous les centres de stockage et de dis-

tribution pour préserver le personnel, mais également au niveau des stations-service pour préserver les clients et la population». S'agissant de la wilaya de Blida, M. Cherdoud a fait savoir que «les stations-service sont fermées à Blida à partir d'aujourd'hui sur instruction du wali». Pour rappel, les officines de pharmacies et les buralistes (points de vente des journaux) ne sont pas concernés par les mesures de fermeture prises lundi par le président Abdelmadjid Tebboune.

Ces mesures prises, à titre exceptionnel, permettront notamment aux citoyens de s'approvisionner en médicaments et aux buralistes d'exercer leurs activités, notamment la vente de la presse nationale, précise la même source.

H. N.

## L'impuissance face au coronavirus



Wanis

Djalou@hotmail.com

Médéa/Ain-Boucif

## Saisie d'appareils d'aspersion et de produits d'hygiène destinés à la spéculation

■ Les éléments de la gendarmerie de Ain-Boucif et Guelb-el-Kebir, dans la wilaya de Médéa, ont procédé, durant les dernières 48 heures, à la saisie d'appareils d'aspersion et de produits d'hygiène, pour défaut de facturation, et l'orientation de la marchandise saisie vers des structures utilisatrices de ce type de produits, a-t-on appris, hier, auprès du Groupement de gendarmerie.

Par Slim O.

Des lots de savon liquide, gel hydro-alcoolique et de savon antibactérien, acquis sans facture et destinés à alimenter le circuit spéculatif, ont été saisis, dimanche soir, lors d'un contrôle routier, sur un axe de la route nationale N 18, des-

servant la commune de Guelb-el-Kebir, à l'est de Médéa, a indiqué la même source, ajoutant que ces lots de produits d'hygiène ont été remis, après constat de l'infraction, aux services de santé de l'hôpital de Beni-Slimane. Toujours selon la même source, pas moins de 76 appareils d'aspersion, de diffé-

rentes capacités, qui devaient également faire l'objet de spéculation, ont été saisis, lors d'un contrôle similaire, effectué par les éléments de la gendarmerie d'Ouled-Maaref (daira de Ain-Boucif), au sud de Médéa.

S. O./APS

Prévention/Mesures

## Proposition de prolonger la validité des contrats d'assurance automobile

Les compagnies d'assurance algériennes ont soumis au ministère des Finances une proposition leur permettant le prolongement systématique, d'un mois, la validité des contrats d'assurance automobile pour les particuliers, a indiqué, hier, le P-dg de la Société nationale d'assurance (SAA), Nacer Sais. Cette proposition a été formulée par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), «afin d'accompagner les citoyens en cette période de propagation du virus Corona et leur éviter les déplacements aux agences pour renouveler leur

contrat d'assurance automobile», a précisé M. Sais. La mesure, discutée dans le cadre des réunions de l'UAR, regroupant la majorité des compagnies d'assurance algériennes publiques et privées, a été proposée au ministère de tutelle, a souligné le responsable, ajoutant que les compagnies d'assurance «attendent l'approbation du ministère pour sa mise vigueur». M. Sais a, en outre, expliqué que cette suggestion concerne uniquement les «clients particuliers», car «il y a des canaux administratifs avec les entreprises qui sont toujours opérationnels pour le traitement

de leurs affaires». En cas d'approbation, «les clients ne seront pas obligés de se déplacer aux agences», a assuré le responsable, expliquant que «même les services de sécurité seront informés, donc l'automobiliste ne sera pas inquiet de circuler avec un contrat d'assurance expiré depuis moins d'un mois». Des sources proches de l'UAR ont affirmé à l'APS que cette suggestion, faite à la Commission de supervision des assurances auprès du ministère des Finances, propose de prolonger les contrats d'assurance automobile jusqu'au 30 avril avec possi-

bilité de prolongement jusqu'au 31 mai si les risques de propagation du coronavirus demeurent d'actualité. En cas de sinistre ou d'accident, dont la réglementation permet un délai de sept jours pour sa déclaration auprès de l'agence d'assurance, la proposition suggère aussi la prolongation de ce délai jusqu'au 30 avril ou 31 mai ou jusqu'à la réouverture des agences, soit selon l'évolution des mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, ont expliqué les mêmes sources.

Kamel L.